

HOOFDSTUK X. — *Slotbepaling*

Art. 107. Het decreet treedt in werking op 1 oktober 1998, met uitzondering van artikel 78 dat op 1 september 2005 in werking treedt en artikel 86 dat op 1 september 1998 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 juli 1998.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd,
het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

Zitting 1997-1998

Stukken van de Raad - Ontwerp van decreet, nr. 237-1. - Commissieamendementen, nrs. 237-2 tot 45. - Verslag nr. 237-46 - Zittingamendementen nrs. 237-47 tot 54.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 7 juli 1998.

F. 98 — 2224

[S - C - 98/29357]

17 JUILLET 1998. — Décret portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Des mesures relatives à l'enseignement

CHAPITRE Ier. — Modifications au décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit

Article 1^{er}. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, 4^e, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, les termes « certificat d'enseignement secondaire inférieur » sont complétés par les termes « ou certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré ».

Art. 2. Il est inséré dans le même décret, un article 11bis rédigé comme suit :

« Pour les élèves qui poursuivent un des profils de formation visés à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement dont le Gouvernement autorise, en vertu de l'article 49 du décret susdit, la réalisation par une formation en alternance conformément au présent décret, le Gouvernement arrête les dispositions sanctionnant les études ».

Art. 3. L'article 18 du même décret, tel que complété par le décret du 18 mars 1996 et modifié par le décret du 24 juillet 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application des minima de population scolaire visés aux articles 3 et 4 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, le nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre est pris en considération pour la moitié. Ce nombre est ajouté à la population scolaire de l'établissement où les élèves suivent la majorité de leurs heures de pratique professionnelle. »

Art. 4. L'article 21 du même décret, tel que modifié par le décret du 18 mars 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, pour les cours assurés conformément aux articles 11bis et 30, une charge à prestations complètes compte le même nombre de périodes hebdomadaires que celui requis pour la même fonction dans l'enseignement de plein exercice. Cette charge peut comporter des périodes permettant d'assurer la coordination de la formation pratique avec les cours généraux, les cours techniques et la formation en entreprise. »

Art. 5. L'article 30 du même décret, abrogé par le décret du 18 mars 1996, est rétabli dans la rédaction suivante :

« En attendant la définition des compétences et des profils de formation visés aux articles 35, 39 et 44 du décret du 24 juillet 1997 susdit, le Gouvernement peut autoriser à titre expérimental pour les années 1998-1999 et 1999-2000, un nombre limité d'établissements à réaliser les objectifs d'orientation d'études poursuivis par un enseignement de plein exercice par la formation en alternance conformément au présent décret. Le Gouvernement arrête les dispositions sanctionnant les études de ce dispositif expérimental. »

CHAPITRE II. — Modifications au décret du 24 juin 1996

portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 6. Dans l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le chiffre « 300 » est remplacé par le chiffre « 250 ».

Art. 7. Dans l'article 6, § 4, alinéa 3, du même décret, le chiffre « 350 », est remplacé par le chiffre « 400 ».

Art. 8. Dans l'article 32 du même décret, l'alinéa 3 est supprimé.

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 27713.)

CHAPITRE III. — *Modifications diverses aux dispositions relatives à l'enseignement secondaire*

Art. 9. Dans l'article 6, § 2, 2°, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du régent du 31 décembre 1949, les termes « ainsi que la 7e année d'études de cet enseignement organisée en vue de la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur » sont complétés par les termes « ou l'année d'études organisée dans l'enseignement secondaire professionnel à horaire réduit en vue de la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur, ou qui ont terminé avec fruit la 2e année d'études du niveau secondaire supérieur de l'enseignement secondaire professionnel à horaire réduit ainsi que l'année d'études de cet enseignement organisée en vue de la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou la 7e année d'études organisée dans l'enseignement secondaire professionnel en vue de la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur ».

Art. 10. Dans l'article 10, paragraphe 4, des mêmes lois, il est inséré entre les points 2° et 3°, un nouveau point 3°, rédigé comme suit :

« 3° pour l'enseignement secondaire professionnel à horaire réduit, la régularité des études pour les première et deuxième années d'études du niveau secondaire supérieur ainsi que pour l'année d'études organisée en vue de délivrer le certificat d'enseignement secondaire supérieur, dans l'enseignement de plein exercice ou dans l'enseignement secondaire professionnel à horaire réduit; ».

Art. 11. Dans l'article 19, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, tel que remplacé par le décret du 2 avril 1996, les termes « en faveur des établissements situés à une distance d'au moins 12 km d'un autre établissement de même caractère dans lequel les mêmes option, année ou degré sont organisés » sont supprimés.

Art. 12. Dans l'article 13, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire, ordinaire et spécial et artistique officiels subventionnés, les mots « avec l'accord de ce dernier » sont supprimés.

Art. 13. Dans l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire, ordinaire et spécial et artistique libres subventionnés, les modifications suivantes sont apportées :

1° Un nouveau § 3, libellé comme suit, est inséré entre les §§ 2 et 3 : « § 3. Confier à tout membre du personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il n'a pu réaffecter ou remettre au travail, toute fonction de recrutement de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation pour laquelle l'intéressé est porteur du titre requis. »;

2° Au § 3 qui devient le § 4, les termes « , ou toute fonction de recrutement de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation pour laquelle l'intéressé est porteur du titre requis. » sont supprimés.

CHAPITRE IV. — *Modifications diverses des dispositions relatives aux différents niveaux d'enseignement*

Art. 14. L'article 28 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement, modifiée par la loi du 11 juillet 1973 et par le décret du 26 juin 1992, est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'un membre du personnel fait l'objet, au moment de son engagement, d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur de cet établissement ou de cette section d'établissement ou par tout autre pouvoir organisateur du même réseau ou d'un autre réseau, pour autant que l'information ait été accessible au pouvoir organisateur, le montant total des subventions-traitements versées à ce membre du personnel, y compris la subvention-traitement ou la subvention-traitement d'attente réduite suite à l'application d'une des mesures précitées, ne peut être supérieure à la (aux) subvention(s)-traitement(s) à laquelle (auxquelles) avait (avaient) droit celui-ci lorsqu'il fit l'objet de l'une de ces mesures. Lorsque la charge du membre du personnel était incomplète au moment de la prise d'effet de la sanction, la subvention-traitement de référence correspond à la subvention-traitement afférente à une charge complète. »

Art. 15. Dans l'article 69 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les termes « , à l'exception de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service » sont supprimés.

Art. 16. L'article 70 du même décret est abrogé.

Art. 17. Un nouvel article 111bis, libellé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 111 bis. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou la perte partielle de charge.

Dans le cas de la perte partielle de charge, la perte de la subvention-traitement est limitée au nombre de périodes perdues.

§ 2. Le pouvoir organisateur qui omet de signaler aux commissions de réaffectation l'emploi occupé par un membre du personnel temporaire et qui est susceptible d'être annoncé à la réaffectation, à la remise au travail ou au rappel provisoire en service, perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée à ce membre du personnel.

§ 3. Le pouvoir organisateur qui a refusé, sans motif valable, de donner suite à une réaffectation, à une remise au travail ou à un rappel provisoire à l'activité décidé par l'organe de réaffectation créé par le Gouvernement ou qui ne satisfait pas à ses obligations en matière de reconduction des réaffectations, des remises au travail ou des rappels provisoires en service perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée au membre du personnel temporaire qui occupe l'emploi attribué à cette réaffectation, cette remise au travail ou ce rappel provisoire en service.

§ 4. Le Gouvernement adresse au pouvoir organisateur une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3. Le Gouvernement peut, par arrêté, déléguer cette compétence au ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il ne se trouve plus dans un des cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3, il perd, comme indiqué à ces paragraphes, le bénéfice de la subvention-traitement pour une période qui débute à l'échéance du délai de trente jours précité et qui court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3.

Une copie de la mise en demeure visée à l'alinéa 1^{er} est notifiée au membre du personnel concerné.

§ 5. Le membre du personnel qui ne s'est pas présenté au pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service perd le bénéfice de toute subvention-traitement ou subvention-traitement d'attente à dater du jour où il aurait dû se présenter auprès de ce pouvoir organisateur. Le paiement de la subvention-traitement d'attente ou de la subvention-traitement sera rétabli à dater du jour où la commission centrale de réaffectation aura donné gain de cause au membre du personnel qui aurait introduit un recours auprès d'elle. »

Art. 18. Dans l'article 25 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du 10 avril 1995, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er}, 1°, est complété par l'alinéa suivant : « Le recours n'est pas suspensif »;

2° Dans le § 2, les termes « cinq jours » et « dix jours » sont respectivement remplacés par les termes « cinq jours ouvrables » et « dix jours ouvrables ».

Art. 19. Dans le chapitre X « Des chambres de recours » du même décret, est inséré un article 79bis libellé comme suit :

« Article 79bis. La chambre de recours ne peut se réunir du 15 juillet au 15 août inclus, sauf urgence unanimement reconnue par l'ensemble des membres présents y compris le président. »

Art. 20. Le chapitre XI « De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service » du même décret, est abrogé.

Art. 21. Dans l'article 100 du même décret, tel que modifié par le décret du 10 avril 1995, le § 1^{er} est complété par les termes « , dans les attributions exercées au 31 décembre 1994 ».

Art. 22. Dans le même décret, un nouvel article 101quater, libellé comme suit, est inséré :

« Article 101quater. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou la perte partielle de charge.

Dans le cas de la perte partielle de charge, la perte de la subvention-traitement est limitée au nombre de périodes perdues.

§ 2. Le pouvoir organisateur qui omet de signaler aux commissions de réaffectation l'emploi occupé par un membre du personnel temporaire et qui est susceptible d'être annoncé à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée à ce membre du personnel.

§ 3. Le pouvoir organisateur qui a refusé, sans motif valable, de donner suite à une réaffectation ou à un rappel provisoire à l'activité décidé par l'organe de réaffectation créé par le Gouvernement ou qui ne satisfait pas à ses obligations en matière de reconduction des réaffectations et des rappels provisoires à l'activité perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée au membre du personnel temporaire qui occupe l'emploi attribué à cette réaffectation ou à ce rappel provisoire à l'activité.

§ 4. Le Gouvernement adresse au pouvoir organisateur une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3. Le Gouvernement peut, par arrêté, déléguer cette compétence au ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il ne se trouve plus dans un des cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3, il perd, comme indiqué à ces paragraphes, le bénéfice de la subvention-traitement pour une période qui débute à l'échéance du délai de trente jours précité et qui court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1^{er} à 3.

Une copie de la mise en demeure visée à l'alinéa 1^{er} est notifiée au membre du personnel concerné.

§ 5. Le membre du personnel qui ne s'est pas présenté au pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité, perd le droit à toute subvention-traitement ou subvention-traitement d'attente à dater du jour où il aurait dû se présenter auprès de ce pouvoir organisateur. Le paiement de la subvention-traitement d'attente ou de la subvention-traitement sera rétabli à dater du jour où la commission centrale de réaffectation aura donné gain de cause au membre du personnel qui aurait introduit un recours auprès d'elle. »

Art. 23. Dans l'article 10bis de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux inséré par le décret du 19 juillet 1993 et modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 2 avril 1996 et 24 juillet 1997, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, le membre du personnel titulaire d'une fonction de promotion ne pourra bénéficier d'un traitement ou d'une subvention-traitement d'attente à 75 % comme indiqué à l'alinéa 5 que pour autant que l'emploi qui serait libéré à la suite de l'attribution de la fonction de promotion puisse être conféré à un membre du personnel restant en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge après que les opérations de réaffectation ont été effectuées.

Dans l'hypothèse où cette condition n'est pas remplie et que le membre du personnel maintient sa demande, le traitement ou la subvention-traitement d'attente sera calculé conformément à l'article 8. »

Art. 24. L'article 18 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 1971, 18 mars 1976 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993 et 9 janvier 1996, est complété par un point 9, libellé comme suit :

« 9. Ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur ou par tout autre pouvoir organisateur d'un autre réseau. »

Art. 25. L'article 31, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 9 janvier 1996, est complété par un point 12° libellé comme suit :

« 12° Ne pas faire l'objet d'une suspension par mesure disciplinaire, d'une suspension disciplinaire, d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire infligée par le pouvoir organisateur ou par tout autre pouvoir organisateur d'un autre réseau. »

Art. 26. Dans l'article 164 du même arrêté modifié par le décret du 24 juin 1996, le point *b)* est supprimé.

Art. 27. Dans l'article 167*bis* du même arrêté, les mots « avec son accord » sont supprimés.

Art. 28. Dans l'arrêté royal du 18 janvier 1974, pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le chapitre II, comprenant les articles 4 à 6, est abrogé;

2° Dans l'article 15, les mots « par retrait d'emploi dans l'intérêt du service » sont supprimés.

Art. 29. L'article 13, § 2, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale est complété par un point 3 libellé comme suit :

« 3. Les membres du personnel directeurs d'un établissement d'enseignement secondaire spécial professionnel du degré inférieur et titulaire d'un diplôme d'instituteur primaire bénéficient de l'échelle de traitement attribuée aux directeurs d'un établissement secondaire du degré inférieur de la Communauté française en vertu de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des membres du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel que modifié. »

TITRE II. — Des mesures relatives à l'enseignement supérieur

CHAPITRE Ier. — Modification du décret du 5 août 1995

fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles

Art. 30. A l'article 9, § 3, alinéa 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « soixante jours ».

Au paragraphe 4, alinéa 2, de ce même article, les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « soixante jours ».

Art. 31. L'article 21*bis* du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Pour les études visées par la directive du Conseil 77/453/CEE visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux, le programme de chaque année d'études entraîne l'obligation pour l'étudiant de consacrer au moins 1500 heures à sa formation. Le respect de cette obligation par l'étudiant est constaté par le jury d'examens lorsqu'il décide de son admission dans l'année d'études supérieure ou de la collation d'un des grades visés par la directive. »

Art. 32. A l'article 26, § 1^{er}, est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut, sur avis conforme du Conseil pédagogique, autoriser, exceptionnellement un étudiant à s'inscrire au-delà du 15 novembre, lorsque les circonstances invoquées le justifient. »

A l'article 26, § 6, 1°, les mots « ou organisé par une ou plusieurs institutions universitaires » sont insérés entre les mots « soit par la réussite d'un examen organisé à cette fin par une ou plusieurs hautes écoles » et les mots « , suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement sur avis du Conseil général des hautes écoles ».

Au paragraphe 6, alinéa 3, de ce même article, les mots « ou de la Communauté flamande » sont insérés entre les mots « Le diplôme sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement relevant de la Communauté germanophone » et les mots « et dont la langue de l'enseignement est partiellement la langue française est assimilé à un des diplômes visés à l'alinéa 2, 3°. »

Art. 33. A l'article 27, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « quinze jours » sont remplacés par les mots « soixante jours ».

Art. 34. A l'article 36, § 1^{er}, du même décret, les mots « Au plus tard le 1^{er} août de chaque année » sont remplacés par les mots « Au plus tard le 31 mars de chaque année ».

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, du même article, les mots « soixante jours » sont remplacés par les mots « nonante jours ».

Art. 35. A l'article 37, alinéa 3, du même décret, les mots « à partir du 1^{er} septembre 1998 » sont remplacés par les mots « à partir du 1^{er} septembre 1999 ».

A l'alinéa 4 du même article, les mots « soixante jours » sont remplacés par les mots « trois mois ».

Art. 36. A l'article 42, alinéa 2, du même décret, ajouter les points 7°, 8°, 9° et 10° rédigés comme suit :

« 7° les conditions de dispenses pour les étudiants qui changent de haute école en cours d'études;

8° les conditions de dispenses pour les étudiants qui recommencent une même année d'études;

9° les conditions et modalités du passage conditionnel dans l'année d'études supérieure;

10° les conditions et modalités d'une prolongation de la seconde session pour les étudiants inscrits en dernière année d'études. »

Art. 37. A l'article 22, § 2, du même décret, les mots « Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 23 et 24 » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 23, 24, 34, 35 et 42, alinéa 2, 9° ».

Art. 38. A l'article 55, § 3, du même décret, est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement met à jour annuellement par arrêté la liste visée à l'alinéa 1^{er}, qui comprend au moins pour chaque haute école son appellation, ses catégories, ses sections, options, études de spécialisation et les adresses des implantations où celles-ci sont organisées au plus tard le 15 juin. »

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 39. A l'article 8, § 1^{er}, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, le 3^o est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits deux fois, dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement supérieur, belge ou étranger, à l'exception de l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec; »

Au même paragraphe, est ajouté un 3^{o bis} rédigé comme suit :

« 3^{o bis} les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement supérieur, belge ou étranger, y compris l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec; »

CHAPITRE III

Modification du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur

Art. 40. Les articles 1^{er} à 4 du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur sont remplacés par les articles suivants :

« Article 1^{er}. En 1998-1999, pour l'application des normes d'encadrement et la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif dans l'enseignement supérieur de type long, pour la fixation du nombre de périodes admissibles et pour la fixation du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif dans l'enseignement supérieur de type court, le nombre d'étudiants subsidiaires pris en considération est le résultat de l'addition du nombre d'étudiants subsidiaires au 1^{er} février 1996, au 1^{er} février 1997 et au 1^{er} février 1998, divisé par trois.

Article 2. Pour l'année 1998-1999, le coefficient dont question à l'article 14, § 5, de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, telle qu'elle a été modifiée et à l'article 8, § 4, de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'architecture telle qu'elle a été modifiée, est fixé à 84 pour toutes les institutions de l'enseignement supérieur de type long.

Article 3. Pour l'année 1998-1999, le coefficient dont question à l'article 5 de l'arrêté royal n° 79 du 20 juillet 1982 fixant le nombre global de périodes admissibles dans l'enseignement supérieur de type court de plein exercice organisé ou subventionné par l'Etat, est fixé à 70 pour tous les établissements de l'enseignement supérieur de type court.

Article 4. Par dérogation aux dispositions des articles 1^{er} et 3, les établissements d'enseignement supérieur de type court dont la population a augmenté d'au moins 2 % entre le 1^{er} février 1997 et le 1^{er} février 1998 peuvent organiser le même nombre de périodes admissibles que celui qui leur a été attribué en 1997-1998, si les modalités définies aux articles 1^{er} et 3 conduisent, en 1998-1999, à une diminution du nombre de périodes admissibles par rapport à celui qui leur a été attribué en 1997-1998.

Par dérogation aux dispositions des articles 1^{er} et 2, les établissements d'enseignement supérieur de type long dont la population a augmenté d'au moins 2 % entre le 1^{er} février 1997 et le 1^{er} février 1998, peuvent bénéficier du même nombre d'unités d'encadrement que celui qui leur a été attribué en 1997-1998, si les modalités définies aux articles 1^{er} et 2 conduisent, en 1998-1999, à une diminution du nombre d'unités d'encadrement par rapport à celui qui leur a été attribué en 1997-1998. »

Art. 41. Dans l'article 6 du même décret, le paragraphe 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'étudiant régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur artistique de type court ou de type long ou dans un établissement d'enseignement du 3^e degré de l'enseignement artistique supérieur, ci-après dénommé l'établissement, est celui qui, répondant aux conditions d'accès prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, est inscrit de la manière prescrite pour l'ensemble des activités d'enseignement prescrites et approuvées d'une section déterminée et suit régulièrement lesdites activités dans le but d'obtenir, s'il échec, à la fin de l'année scolaire ou académique, selon le cas, les effets de droit attachés à la réussite des examens. »

Art. 42. Dans l'article 7 du même décret, les termes « a) de nationalité luxembourgeoise » sont remplacés par les termes « a) ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ».

Art. 43. Dans l'article 9 du même décret, le 3^o est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o Les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits deux fois dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement supérieur, belge ou étranger, à l'exception de l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec. »

Dans ce même paragraphe, il est ajouté un 3^{o bis} rédigé comme suit :

« 3^{o bis}. Les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement supérieur, belge ou étranger, y compris l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec. »

CHAPITRE IV. — *Modification du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 44. L'article 15, 1^o, du décret du 25 juillet 1996 est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o soit être nommé ou engagé à titre définitif, dans une ou plusieurs des fonctions suivantes : maître-assistant, chargé de cours, chef de travaux, professeur, chef de bureau d'études; soit avoir été nommé ou engagé à titre définitif avant la restructuration en hautes écoles à une fonction de directeur, sous-directeur ou directeur-adjoint dans un établissement d'enseignement supérieur de type court ou de type long.

Le membre du personnel qui occupe la fonction de directeur de catégorie en application de l'article 100 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles est censé remplir la condition prévue au 1^{er} alinéa pour accéder à la fonction de directeur-président. »

Art. 45. L'article 62bis du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 62bis : A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 10, § 7, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, à l'article 31 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, et à l'article 13, § 1^{er}, 2, a) et b) et 3 a) et b), peuvent être nommés ou engagés à titre définitif au plus tard le 1^{er} janvier 1999, les membres du personnel qui à cette date occupent à titre principal depuis deux années académiques au moins, une fonction de chef de travaux ou de chef de bureau d'études. »

CHAPITRE V. — *Modification du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 46. L'article 256 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par un 5°, rédigé comme suit :

« 5° Les représentants des pouvoirs organisateurs et des membres du personnel peuvent se faire assister de conseillers techniques dont le nombre maximum sera déterminé par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 255. »

Art. 47. L'article 316 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Article 316. Par dérogation à l'article 10, 17°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, les membres du personnel qui sont entrés en fonction bien que ne réunissant pas les conditions de titres de capacité et/ou l'expérience utile du métier requise, parce qu'à ce moment aucun membre du personnel ne pouvait remplir ces deux conditions, sont considérés comme porteurs des titres requis pour l'exercice de cette fonction dès lors qu'ils comptent six années d'ancienneté dans la fonction. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives à l'enseignement universitaire*

Art. 48. A l'article 14 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du conseil d'administration sont désignés pour un terme de quatre ans à l'exception des représentants des étudiants qui sont désignés pour un terme de deux ans. »

Art. 49. L'article 19bis, alinéa 1^{er}, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Conseil élit en son sein un bureau permanent pour deux termes de deux ans. Le premier terme prend cours dès la constitution du conseil. »

Art. 50. Un article 68bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« A l'exception de la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux, le mandat des membres visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 3°, 4° et 5°, et qui sont en fonction au 1^{er} mars 1998, est prolongé jusqu'au 30 septembre 2001 tandis que l'exercice du mandat des membres prévus à l'article 8, alinéa 1^{er}, 7°, et qui sont en fonction au 1^{er} mars 1998, prend fin le 30 septembre 1998. »

Art. 51. A l'article 16, alinéa 5, a), du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques les mots « ou organisé par une ou plusieurs hautes écoles » sont insérés entre les mots « soit par la réussite d'un examen organisé à cette fin par une ou plusieurs institutions universitaires » et les mots « , suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement sur avis collégial des recteurs et après consultation du CIUF ».

Ce même article est complété par l'alinéa suivant :

« Le diplôme sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement relevant de la Communauté germanophone ou de la Communauté flamande et dont la langue de l'enseignement est partiellement la langue française, est assimilé à un des diplômes visés à l'alinéa 5, c). »

Art. 52. L'article 27 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Au cours de la même année académique, un étudiant ne peut se présenter plus de deux fois aux mêmes examens.

Sous réserve de refus pour motifs disciplinaires, chaque étudiant a le droit de présenter deux fois chacun des examens au cours d'une même année académique. »

Art. 53. A l'article 27, § 7, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° à partir de l'année académique 1998-1999, les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits deux fois dans une même année d'études, quel que soit le domaine, dans un système d'enseignement supérieur belge ou étranger, à l'exception de l'enseignement supérieur non universitaire, sans l'avoir réussie, s'inscrivent dans l'enseignement universitaire dans les 5 ans qui suivent leur dernier échec. »

Dans ce même chapitre, il est ajouté un 3°bis, rédigé comme suit :

« 3°bis à partir de l'année académique 1998-1999, les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement supérieur, belge ou étranger, y compris l'enseignement supérieur non universitaire, sans l'avoir réussie, s'inscrivent dans l'enseignement universitaire dans les 5 ans qui suivent leur dernier échec. »

CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives aux hautes écoles*

Art. 54. La section « aérotechnique » est créée. Elle est classée dans l'enseignement supérieur de type court et organisée dans la catégorie visée à l'article 12, 7°, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

Cette section comprend les options suivantes :

- 1° techniques d'entretien d'aéronefs;
- 2° avionique;
- 3° construction aéronautique.

Art. 55. Le grade de gradué en aérotechnique est créé. Ce grade est conféré et le diplôme y afférent est délivré au terme de trois années d'études :

— soit par une haute école organisée ou subventionnée par la Communauté française, au sein de laquelle une section de l'enseignement supérieur technique de type court en aérotechnique est organisée, subventionnée ou reconnue par la Communauté française, conformément aux dispositions du présent décret et du titre II du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles;

— soit par un jury institué par le Gouvernement de la Communauté française, conformément à l'article 43 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

Art. 56. § 1^{er}. Les études conduisant au grade et au diplôme de graduée en aérotechnique comportent, outre 90 heures d'activités d'enseignement laissées à la liberté du pouvoir organisateur de la haute école, la formation commune suivante :

Intitulé	Heures
Mathématique orientée	50
Connaissance des matériaux	75
Résistance des matériaux	100
Mécanique	50
Machines motrices et réceptrices	75
Technologie mécanique et métrologie	50
Electricité	100
Electricité appliquée	50
Dessin et croquis mécaniques	50
Automatisation	50
Introduction à l'aérotechnique	60
Technologie avionique	50
Anglais aéronautique	50
Introduction aux propulseurs	75
Servitudes hydrauliques et pneumatiques	65

Ces heures sont réparties sur les trois années d'études.

§ 2. Les activités d'enseignement propres à l'option « technique d'entretien d'aéronefs » sont :

Intitulé	Heures
Machines électriques aéronautiques	50
Réglementation de l'entretien des aéronefs	25
Instrumentation d'aéronefs	70
Fonctionnement et réparation des moteurs à pistons d'aéronefs	75
Travaux d'ateliers I (métal en feuille)	50
Travaux d'ateliers II (tuyauterie)	50
Protection des matériaux aéronautiques et méthodes d'inspection	65
Réparation structurale d'aéronefs	75
Commandes et gouvernes d'aéronefs	50
Eléments d'électronique	25
Eléments d'avionique	65
Organisation du contrôle de l'entretien	25
Théorie de vol des aéronefs à voilures tournantes	40
Rapports aéronautiques	40
Matières organiques employées en aéronautique	35
Construction et performances des moteurs à réaction	90
Analyse de performances aux bancs d'essai	75
Construction, fonctionnement et entretien des hélices	35
Systèmes d'aéronefs	70
Atelier d'entretien d'aéronefs	60
Stages	530

Ces heures sont réparties sur les deuxième et troisième années d'études.

§ 3. Les activités d'enseignement propres à l'option « avionique » sont :

Intitulé	Heures
Machines électriques aéronautiques	50
Réglementation de l'entretien des aéronefs	25
Instruments de bord	50
Travaux d'ateliers I (câblages électriques)	50
Travaux d'ateliers II (concentrique)	50
Circuits à semi-conducteurs	65
Circuits intégrés linéaires	65
Techniques numériques	75
Avionique de puissance	50
Techniques de communication radio	75
Propagation et antenne d'aéronefs	50
Microprocesseurs et affichage vidéo	65
Ordinateurs de bord	50
Servo-mécanismes dans l'aviation	50
Systèmes de navigation	60
Systèmes électriques d'aéronefs	70
Pilotage automatique et directeur de vol	50
Système radar et navigation	70
Systèmes de navigation à longue distance	50
Stages	530

Ces heures sont réparties sur les deuxième et troisième années d'études.

§ 4. Les activités d'enseignement propres à l'option « construction aéronautique » sont :

Intitulé	Heures
Instrumentation d'aéronefs	70
Fabrication d'éléments de structures aéronautiques	50
Programmation commande numérique	75
Géométrie des outils de coupe	40
Analyse de construction de propulseurs	100
Analyse de fabrications de structures aéronautiques	65
Thermodynamique appliquée aux propulseurs d'aéronefs	75
Cotation fonctionnelle	65
Sciences graphiques	50
Dessins de détail par ordinateur	75
Complément de résistance des matériaux	25
Contrôle de la qualité	50
Conception, montages et gabarits	90
Atelier en construction, structure et montage	75
Programmation de machines à commande numérique et robots	65
Conception des pièces aéronautiques en matériaux composites	65
Analyse de produits expérimentaux	35
Stages	530

Ces heures sont réparties sur les deuxième et troisième années d'études.

Art. 57. Par dérogation aux articles 20 et 21 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, seules les hautes écoles qui ont introduit, pour le 30 septembre 1997, un dossier portant sur la création d'études ayant reçu un avis favorable du Conseil général des hautes écoles avant le 1^{er} mai 1998, pourront être autorisées à organiser ces études ou pourront voir ces études reconnues et admises aux subventions, selon qu'il s'agit d'une haute école organisée ou subventionnée par la Communauté française, dès l'année académique 1999-2000.

Art. 58. L'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long n'est pas applicable aux hautes écoles à l'exception des articles 14, 15 et 24.

TITRE III. — Dispositions finales

Art. 59. L'article 21 produit ses effets le 1^{er} janvier 1995.
 Les articles 36 et 37 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 1996.
 L'article 20 produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.
 Les articles 41, 42 et 47 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 1997.
 L'article 32, alinéa 1^{er}, produit ses effets le 15 novembre 1997.
 L'article 34, alinéa 1^{er}, entre en vigueur le 31 juillet 1998.
 Les articles 32, alinéa 2, 35, alinéa 1^{er}, et 51 entrent en vigueur le 1^{er} août 1998.
 Les articles 1^{er} à 20, 22 à 28, 30, 31, 33, 34, alinéa 2, 35, alinéa 2, 38, 39, 40, 43, 44, 45, 46, 52 et 53 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1998.
 Les articles 54 à 58 entrent en vigueur le 15 septembre 1998.
 Les articles 48, 49 et 50 entrent en vigueur le 30 septembre 1998.
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
 chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
 Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
 W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
 Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
 Note

(1) *Session 1997-1998* :
Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 256-1. — Amendements de commission, n°s 256-2 à 256-12. — Rapport, n° 256-13. — Amendements de séance, n° 256-14.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 17 juillet 1998.

—
 VERTALING

N. 98 — 2224

[S - C - 98/29357]

17 JULI 1998. Decreet houdende diverse dringende maatregelen in verband met het onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Maatregelen betreffende het onderwijs

HOOFDSTUK I

Wijzigingen aan het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan

Artikel 1. In artikel 8, 1ste lid, 4° van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan worden de bewoordingen « getuigschrift van het lager secundair onderwijs » aangevuld met de bewoordingen « of getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad. »

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt artikel 11bis ingevoegd dat als volgt luidt :

« Voor de leerlingen die één van de opleidingsprofielen volgen zoals bedoeld in artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire opdrachten definieert van het onderwijs waarvan de Regering, krachtens artikel 49 van bovengenoemd decreet, de realisatie toestaat door middel van een alternerende opleiding conform dit decreet, legt de Regering de bepalingen vast die deze studies bekrachtigen. »

Art. 3. Artikel 18 van hetzelfde decreet, zoals dat werd aangevuld door het decreet van 18 maart 1996 en gewijzigd door het decreet van 24 juli 1997, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van het minimumaantal leerlingen, zoals bedoeld in artikelen 3 en 4 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt de helft van het aantal regelmatige leerlingen op 1 oktober in aanmerking genomen. Dit aantal wordt toegevoegd aan het aantal leerlingen in de instelling waar zij het overgrote deel van hun uren beroepspraktijk volgen. »

Art. 4. Artikel 21 van hetzelfde decreet, zoals dat werd gewijzigd door het decreet van 18 maart 1996, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de lessen conform artikelen 11bis en 30 telt een opdracht met volledige prestaties hetzelfde aantal wekelijkse lestijden als vereist is voor eenzelfde functie in het onderwijs met volledig leerplan. Deze opdracht kan lestijden inhouden die het mogelijk maken de coördinatie tussen de praktijkopleiding en de algemene vakken, de technische vakken en de opleiding binnen een onderneming te verzekeren. »

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 27722.)

Art. 5. Artikel 30 van hetzelfde decreet, opgeheven door het decreet van 18 maart 1996, wordt hersteld in de volgende vorm :

« In afwachting van de omschrijving van de bekwaamheden en de opleidingsprofielen bedoeld in artikelen 35, 39 en 44 van bovengenoemd decreet van 24 juli 1997, kan de Regering bij wijze van proef voor de jaren 1998-1999 en 1999-2000 een beperkt aantal instellingen toestaan de doelstellingen voor studieoriëntatie, gevolgd door een onderwijs met volledig leerplan door een alternerende opleiding conform dit decreet, te realiseren. De Regering legt de bepalingen vast die de studies van deze proefbeschikking bekrachtigen. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs*

Art. 6. In artikel 5, § 2, lid 3, van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, wordt het getal « 300 » vervangen door het getal « 250 ».

Art. 7. In artikel 6, § 4, lid 3, van hetzelfde decreet, wordt het getal « 350 » vervangen door het getal « 400 ».

Art. 8. In artikel 32 van hetzelfde decreet, wordt lid 3 geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Diverse wijzigingen aan de bepalingen betreffende het secundair onderwijs*

Art. 9. In artikel 6, § 2, 2° van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij besluit van de Regent d.d. 31 december 1949, worden aan de bewoordingen « alsook het 7de leerjaar van dit onderwijs georganiseerd met het oog op de afgifte van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs » de volgende bewoordingen toegevoegd : « of het leerjaar georganiseerd in het secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan met het oog op de afgifte van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, of diegenen die het 2de leerjaar van de hogere graad van het secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan, alsook het leerjaar van dat onderwijs georganiseerd met het oog op de afgifte van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of het 7de leerjaar georganiseerd in het secundair beroepsonderwijs met het oog op de afgifte van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs met vrucht hebben beëindigd ».

Art. 10. In artikel 10, 4 van dezelfde wetten wordt tussen de punten 2° en 3° een nieuw punt 3° ingevoegd dat luidt als volgt :

« 3° voor het secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan, de regelmatigheid van de studies voor het eerste en tweede leerjaar van het hoger secundair onderwijs alsook voor het leerjaar georganiseerd met het oog op de afgifte van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, in onderwijs met volledig leerplan of in het secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan; ».

Art. 11. In artikel 19, § 2, eerste lid, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, vervangen door het decreet van 2 april 1996, worden de bewoordingen « ten gunste van de inrichtingen gelegen op minstens 12 km van een andere, gelijkaardige inrichting waarin eenzelfde keuze, jaar of graad wordt georganiseerd » geschrapt.

Art. 12. In artikel 13, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs en kunstonderwijs, worden de volgende woorden geschrapt : « met goedkeuring van deze laatste ».

Art. 13. In artikel 17 van het besluit van de Regering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs en kunstonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Een nieuwe § 3, als volgt geformuleerd, wordt ingevoegd tussen de §§ 2 en 3 : « § 3. Ieder personeelslid dat ter beschikking heeft gesteld of niet meer en niet kon reffecteren noch wedertewerkstellen, elk wervingsambt van het opvoedend personeel toewijzen, waarvoor de betrokkene het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit. »;

2° In § 3, die verandert in § 4, worden de bewoordingen « of elk wervingsambt van het opvoedend personeel, waarvoor de betrokkene het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit » geschrapt.

HOOFDSTUK IV. — *Diverse wijzigingen van bepalingen betreffende de verschillende onderwijsniveaus*

Art. 14. Artikel 28 van de wet van 29 mei 1959 houdende wijzigingen van een aantal bepalingen betreffende het onderwijs, gewijzigd door de wet van 11 juli 1973 en door het decreet van 26 juni 1992, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer een personeelslid op het moment van zijn aanstelling het voorwerp is van een schorsing bij tuchtmaatregel, van een tuchtrechtelijke schorsing, van een terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel of van een tuchtrechtelijke op non-activiteitstelling opgelegd door de inrichtende macht van die instelling of die instellingsafdeling of door enige andere inrichtende macht van hetzelfde onderwijsnet of van een ander onderwijsnet, voor zover de informatie toegankelijk was voor de inrichtende macht, mag het totale bedrag van de weddetoelagen uitgekeerd aan dat personeelslid, inclusief de verminderde weddetoelage of wachtweddetoelage als gevolg van de toepassing van één van bovengenoemde maatregelen, niet hoger zijn dan de weddetoelage(n) waar hij recht op had toen hij het voorwerp was van een van deze maatregelen. Als de opdracht van het personeelslid niet volledig was op het moment van de inwerkingtreding van de strafmaatregel, komt de referentie-weddetoelage overeen met de weddetoelage van een opdracht met volledige prestaties. »

Art. 15. In artikel 69 van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs, worden de bewoordingen « met uitzondering van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst » geschrapt.

Art. 16. Artikel 70 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 17. Een nieuw artikel 111bis, als volgt geformuleerd, wordt ingevoegd in hetzelfde decreet :

« Artikel 111bis. § 1. De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor ieder personeelslid waarvan de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing of het gedeeltelijk verlies van de opdracht niet wordt doorgegeven.

In het geval van een gedeeltelijk verlies van de opdracht wordt het verlies van de weddetoelage beperkt tot het aantal verloren lestijden.

§ 2. De inrichtende macht die nalaat de reffectatiecommissie in te lichten over de bezetting van een betrekking door een tijdelijk personeelslid, die in aanmerking zou kunnen komen voor reffectatie, wedertewerkstelling of voorlopige terugroeping in dienst, verliest het voordeel van de weddetoelage toegekend aan dat personeelslid.

§ 3. De inrichtende macht die zonder geldige reden heeft geweigerd gevolg te geven aan een reffectatie, een wedertewerkstelling of een voorlopige terugroeping in actieve dienst beslist door het orgaan voor reffectatie dat in het leven is geroepen door de Regering, of die niet aan zijn verplichtingen voldoet op het gebied van verlenging van reffectaties, wedertewerkstellingen of voorlopige terugroepingen, verliest het voordeel van de weddetoelage toegekend aan het tijdelijke personeelslid dat de betrekking bezet die was toegewezen aan die reffectatie, die tewerkstelling of die voorlopige terugroeping in dienst.

§ 4. De Regering richt een ingebrekestelling aan de inrichtende macht waarin zij deze verzoekt om, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ingebrekestelling, het bewijs te leveren dat deze zich niet meer in de situatie bevindt waarop § 1, 2 en/of 3 van toepassing is. De Regering kan, bij besluit, deze bevoegdheid overdragen aan de daartoe bevoegde minister.

Indien, na het verstrijken van deze termijn van dertig dagen, de inrichtende macht geen bewijs heeft geleverd dat deze zich niet meer in de situatie bevindt waarop 1, 2 en/of 3 van toepassing is, verliest deze, zoals aangegeven in die paragrafen, het voordeel van de weddetoelage voor een periode die begint op de vervalddag van bovengenoemde termijn van dertig dagen en die loopt tot op de dag dat de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd dat deze zich niet meer in de situatie bevindt waarop § 1, 2 en/of 3 van toepassing is.

Een kopie van de ingebrekestelling zoals bedoeld in het eerste lid, wordt naar het betrokken personeelslid gestuurd.

§ 5. Het personeelslid dat zich niet aanbood bij de inrichtende macht waarbij hij werd gereffecteerd, wedertewerkgesteld of voorlopig in dienst werd teruggeroepen, verliest het voordeel van iedere weddetoelage of wachtweddetoelage vanaf de dag waarop hij zich had moeten aanbieden bij deze inrichtende macht. De betaling van de wachtweddetoelage of de weddetoelage zal worden hervat vanaf de dag dat de centrale reffectatiecommissie het personeelslid dat bij haar beroep heeft aangetekend, in het gelijk stelt. »

Art. 18. In artikel 25 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De 1ste paragraaf, 1° wordt aangevuld met : « Het beroep heeft geen opschortende werking. »;

2° In § 2 worden de bewoordingen « vijf dagen » en « tien dagen » respectievelijk vervangen door de bewoordingen « vijf werkdagen » en « tien werkdagen ».

Art. 19. In hoofdstuk X « Raden van beroep » van hetzelfde decreet, wordt een artikel 79bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Artikel 79bis. De raad van beroep kan slechts bijeenkomen van 15 juli tot en met 15 augustus, behalve in geval van hoogdringendheid, unaniem erkend door alle aanwezige leden met inbegrip van de voorzitter. »

Art. 20. Hoofdstuk XI « Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst » van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 21. In artikel 100 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd door het decreet van 10 april 1995, wordt de 1e paragraaf aangevuld met de bewoordingen : « , in de toewijzingen uitgeoefend op 31 december 1994 ».

Art. 22. In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 101quater ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Artikel 101quater. § 1. De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor ieder personeelslid waarvan hij niet de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of het gedeeltelijk verlies van opdracht doorgeeft.

In het geval van gedeeltelijk verlies van de opdracht is het verlies van de weddetoelage beperkt tot het aantal verloren lestijden.

§ 2. De inrichtende macht die het nalaat de reffectatiecommissies in te lichten over de betrekking die bezet wordt door een tijdelijk personeelslid en die in aanmerking zou kunnen komen voor reffectatie en voor voorlopige terugroeping in actieve dienst, verliest het voordeel van weddetoelage die werd toegekend voor dat personeelslid.

§ 3. De inrichtende macht die zonder geldige reden heeft geweigerd gevolg te geven aan een reffectatie of een voorlopige terugroeping in actieve dienst zoals beslist door het orgaan voor reffectatie dat in het leven is geroepen door de Regering, of die niet aan zijn verplichtingen voldoet op het gebied van verlenging van reffectaties en voorlopige terugroepingen in actieve dienst, verliest het voordeel van de weddetoelage die is toegekend aan het tijdelijke personeelslid die de betrekking die was toegewezen aan die reffectatie of aan die voorlopige terugroeping in actieve dienst, bezet.

§ 4. De Regering richt een ingebrekestelling aan de inrichtende macht waarin zij deze verzoekt om, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ingebrekestelling, het bewijs te leveren dat deze zich niet meer in de situatie bevindt waarop § 1, 2 en/of 3 van toepassing is. De Regering kan, bij besluit, deze bevoegdheid overdragen aan de daartoe bevoegde minister.

Indien, na het verstrijken van deze termijn van dertig dagen, de inrichtende macht geen bewijs heeft geleverd dat deze zich niet meer in de situatie bevindt waarop 1, 2 en/of 3 van toepassing is, verliest deze, zoals aangegeven in die paragrafen, het voordeel van de weddetoelage voor een periode die begint op de vervalddag van bovengenoemde termijn van dertig dagen en die loopt tot op de dag dat de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd dat deze zich niet meer in de situatie bevindt waarop § 1, 2 en/of 3 van toepassing is.

Een kopie van de ingebrekestelling zoals bedoeld in het eerste lid, wordt naar het betrokken personeelslid gestuurd.

§ 5. Het personeelslid dat zich niet aanbood bij de inrichtende macht waarbij hij werd gereffecteerd of voorlopig in actieve dienst werd teruggeroepen, verliest het voordeel van iedere weddetoelage of wachtweddetoelage vanaf de dag waarop hij zich had moeten aanbieden bij deze inrichtende macht. De betaling van de weddetoelage of de wachtweddetoelage zal worden hervat vanaf de dag dat de centrale reffectatiecommissie het personeelslid dat bij haar beroep heeft aangetekend, in het gelijk stelt. »

Art. 23. In artikel 10bis van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 1993 en gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 2 april 1996 en 24 juli 1997, wordt lid 4 vervangen door de volgende bepaling :

« Het personeelslid dat titularis van een bevorderingsambt is, kan alleen dan een wedde of een wachtweddetoelage van 75 % genieten zoals aangegeven in lid 5, als de betrekking die zou vrijkomen als gevolg van de toewijzing van het bevorderingsambt, kan worden toegewezen aan een personeelslid dat ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking of zijn opdracht gedeeltelijk heeft verloren, nadat de re-affectaties hebben plaatsgevonden.

In het geval dat aan deze voorwaarde niet is voldaan en het personeelslid zijn eis handhaaft, zal de wedde of de wachtgeldwedde worden berekend conform artikel 8. »

Art. 24. Artikel 18 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 betreffende de rechtspositie van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van instellingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie van de Staat, alsmede de internaten die van deze instellingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze instellingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 maart 1971, 18 maart 1976 en bij de besluiten van de Regering van 10 juni 1993 en 9 januari 1996, wordt aangevuld met een punt 9, dat luidt als volgt :

« 9. Geen voorwerp zijn van een schorsing bij tuchtmaatregel, een tuchtrechtelijke schorsing, een terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel of een tuchtrechtelijke op non-activiteitstelling, opgelegd door de inrichtende macht of elke andere inrichtende macht van een ander onderwijsnet. »

Art. 25. Artikel 31, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij besluit van de Regering van 9 januari 1996, wordt aangevuld met een punt 12j, dat luidt als volgt :

« 12° Geen voorwerp zijn van een schorsing bij tuchtmaatregel, een tuchtrechtelijke schorsing, een terbeschikkingstelling bij tuchtmaatregel of een tuchtrechtelijke op non-activiteitstelling, opgelegd door de inrichtende macht elke andere inrichtende macht van een ander onderwijsnet. »

Art. 26. In artikel 164 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij decreet van 24 juni 1996, wordt het punt b) geschrapt.

Art. 27. In artikel 167bis van hetzelfde besluit, worden de woorden « met zijn goedkeuring » geschrapt.

Art. 28. In het koninklijk besluit van 18 januari 1974, uitgevaardigd in toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vastlegging van de rechtspositie van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van instellingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Staat, alsmede de internaten die van deze instellingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze instellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Hoofdstuk II, bevattende de artikelen 4 tot en met 6, wordt opgeheven;

2° In artikel 15 worden de woorden « wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst » geschrapt.

Art. 29. Artikel 13, 2 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde instellingen voor technisch onderwijs, secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan en onderwijs voor sociale promotie wordt aangevuld door een punt 3, dat luidt als volgt :

« 3. De leden van het bestuurspersoneel van een instelling voor buitengewoon secundair beroepsonderwijs van de lagere graad die in het bezit zijn van een onderwijzersdiploma genieten van een weddeschaal toegekend aan directeurs van de lagere graad van een secundaire onderwijsinstelling van de Franse Gemeenschap krachtens het koninklijk besluit van 27 juni 1974 tot vaststelling, op 1 april 1972, van de weddeschalen van de leden van het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van staatsinstellingen voor onderwijs, het personeel van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze instellingen, het personeel van de inspectiedienst voor schriftelijk onderwijs en gesubsidieerd lager onderwijs, en van de gradenschalen van de personeelsleden van psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals dat werd gewijzigd. »

TITEL II. — Maatregelen betreffende het hoger onderwijs

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs en hogescholen

Art. 30. In artikel 9, § 3, lid 2, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs en hogescholen, worden de woorden « dertig dagen » vervangen door de woorden « zestig dagen ».

In paragraaf 4, lid 2, van hetzelfde artikel worden de woorden « dertig dagen » vervangen door de woorden « zestig dagen ».

Art. 31. Artikel 21bis van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de studies zoals bedoeld in de richtlijn van de Raad 77/453/EEG dat voorziet in de coördinatie van de wettelijke, reglementaire en administratieve bepalingen met betrekking tot de activiteiten van de verpleegkundige die verantwoordelijk is voor de algemene verzorging, brengt het programma van elk studiejaar de verplichting voor de student met zich mee om ten minste 1.500 uren aan zijn opleiding te wijden. De examenjury stelt vast of de student deze verplichting is nagekomen wanneer hij beslist over zijn toelating tot een hoger studiejaar of de toekenning van één van de graden zoals bedoeld in de richtlijn. »

Art. 32. In artikel 26, eerste paragraaf, wordt een tweede lid toegevoegd, dat luidt als volgt :

« De Regering kan evenwel, in afwijking van het eerste lid, op advies van de pedagogische raad, bij wijze van uitzondering toestaan dat een student zich na 15 november inschrijft, wanneer de ingeroepen omstandigheden dit rechtvaardigen. »

In artikel 26, § 6, 1°, worden de woorden « of georganiseerd door een of meerdere universitaire instellingen » ingevoegd tussen de woorden « hetzij door het slagen voor een examen dat met die bedoeling werd georganiseerd door een of meerdere hogescholen » en de woorden « volgens de bepalingen zoals die zijn vastgesteld door de Regering op advies van de Algemene Raad van Hogescholen ».

In paragraaf 6, lid 3 van hetzelfde artikel worden de woorden « of van de Vlaamse Gemeenschap » ingevoegd tussen de woorden « Het diploma ter bekrachtiging van de laatste cyclus van het secundair onderwijs of van een cyclus in een instelling voor hoger onderwijs dat afhangt van de Duitstalige Gemeenschap » en de woorden « en waar het onderwijs gedeeltelijk in het Frans wordt gegeven, wordt gelijkgesteld met een van de diploma's zoals bedoeld in lid 2, 3°. »

Art. 33. In artikel 27, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « 2 weken » vervangen door de woorden « zestig dagen ».

Art. 34. In artikel 36, eerste paragraaf, van hetzelfde decreet worden de woorden « Uiterlijk op 1 augustus van elk jaar » vervangen door de woorden « Uiterlijk op 31 maart van elk jaar ».

In paragraaf 2, eerste lid van hetzelfde artikel worden de woorden « 60 dagen » vervangen door de woorden « 90 dagen ».

Art. 35. In artikel 37, lid 3, van hetzelfde decreet worden de woorden « vanaf 1 september 1998 » vervangen door de woorden « vanaf 1 september 1999 ».

In lid 4 van hetzelfde artikel worden de woorden « 60 dagen » vervangen door de woorden « drie maanden ».

Art. 36. In artikel 42, lid 2, van hetzelfde van decreet worden de punten 7°, 8°, 9° en 10° ingevoegd, die luiden als volgt :

« 7° de voorwaarden voor vrijstellingen voor de studenten die in de loop van hun studie van hogeschool veranderen;

8° de voorwaarden voor vrijstellingen voor studenten die eenzelfde jaar opnieuw beginnen;

9° de voorwaarden en modaliteiten voor voorwaardelijke overgang naar een hoger studiejaar;

10° de voorwaarden en modaliteiten voor de verlenging van de herexamenperiode van het laatste studiejaar. »

Art. 37. In artikel 22, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden « Onverminderd de artikelen 23 en 24 » worden vervangen door de woorden « Onverminderd de bepalingen voorzien in de artikelen 23, 24, 34, 35 en 42, lid 2, 9° ».

Art. 38. In artikel 55, § 3, van hetzelfde decreet wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt :

« De Regering werkt bij besluit jaarlijks de lijst bij zoals bedoeld in het eerste lid, die ten minste van elke hogeschool de naam, de categorie'n, de afdelingen, de opties, de specialisatiestudies en de adressen van de vestigingen waar deze worden georganiseerd omvat op ten laatste 15 juni. »

*HOOFDSTUK II. — Wijziging van het decreet van 9 september 1996
betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen*

Art. 39. In artikel 8, eerste paragraaf, van het decreet van 9 september betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen wordt 3° vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de studenten die, na tweemaal regelmatig ingeschreven te zijn geweest voor eenzelfde studiejaar of in om het even welke andere onderafdeling van studie, in welke discipline ook, in een Belgisch of buitenlands systeem voor hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, zonder daarvoor te zijn geslaagd, zich daar inschrijven binnen vijf jaar nadat ze voor de laatste keer gezakt zijn; »

In hetzelfde lid wordt een 3°bis toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 3°bis de studenten die, na driemaal regelmatig ingeschreven te zijn geweest voor eenzelfde studiejaar of in om het even welke andere onderafdeling van studie, in welke discipline ook, in een Belgisch of buitenlands systeem voor hoger onderwijs, met inbegrip van het universitair onderwijs, zonder daarvoor te zijn geslaagd, zich daar inschrijven binnen vijf jaar nadat ze voor de laatste keer gezakt zijn; »

*HOOFDSTUK III. — Wijziging van het decreet van 5 augustus 1995
houdende diverse dringende maatregelen betreffende het hoger onderwijs*

Art. 40. De artikelen 1 tot en met 4 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse dringende maatregelen betreffende het hoger onderwijs, worden vervangen door de volgende artikelen :

« Eerste artikel. - Voor de toepassing van de omkaderingsnormen en de bepaling van het aantal betrekkingen binnen de functies voor administratief personeel in het hoger onderwijs van het lange type, voor de vastlegging van het aantal toegelaten lestijden en voor de vastlegging van het aantal betrekkingen binnen de functies voor het opvoedend hulppersoneel en het administratief personeel in het hoger onderwijs van het korte type, is in 1998-1999 het aantal studenten dat voor subsidie in aanmerking komt en waarmee rekening wordt gehouden, het resultaat van de optelsom van het aantal studenten dat voor subsidie in aanmerking kwam op 1 februari 1996, op 1 februari 1997 en op 1 februari 1998, gedeeld door drie.

Artikel 2. De coëfficiënt waarvan sprake is in artikel 14, § 5, van de wet van 18 februari 1977 met betrekking tot de organisatie van het hoger onderwijs en in het bijzonder van het hoger technisch onderwijs en het hoger landbouwonderwijs van het lange type, zoals dit gewijzigd is, en in artikel 8, § 4, van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van de architectuur, zoals dit gewijzigd is, wordt voor het jaar 1998-1999 vastgesteld op 84 voor alle instellingen voor hoger onderwijs van het lange type.

Artikel 3. De coëfficiënt waarvan sprake is in artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 79 van 20 juli 1982 dat het globale aantal toegelaten lestijden vastlegt voor het voltijds hoger onderwijs van het korte type dat wordt georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, is voor het jaar 1998-1999 vastgesteld op 70 voor alle instellingen voor hoger onderwijs van het korte type.

Artikel 4. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 1 en 3, kunnen de instellingen voor hoger onderwijs van het korte type waarvan het aantal studenten tussen 1 februari 1997 en 1 februari 1998 met ten minste 2 % is toegenomen, hetzelfde aantal toegelaten lestijden organiseren als hun was toegekend in 1997-1998, als de modaliteiten zoals die worden omschreven in de artikelen 1 en 3, leiden tot een daling van het aantal toegelaten lestijden voor 1998-1999 in vergelijking met het aan hen toegekende aantal periodes in 1997-1998.

In afwijking van de bepalingen van de artikelen 1 en 2, hebben de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type, waarvan het aantal studenten tussen 1 februari 1997 en 1 februari 1998 met ten minste 2 % is toegenomen, recht op eenzelfde aantal omkaderingseenheden als hen in 1997-1998 werd toegekend, als de modaliteiten zoals die worden omschreven in de artikelen 1 en 2, leiden tot een daling van het aantal omkaderingseenheden voor 1998-1999 in vergelijking met het hen toegekende aantal in 1997-1998. »

Art. 41. In artikel 6 van hetzelfde decreet wordt de eerste paragraaf vervangen door de volgende bepaling :

« Eerste paragraaf. Een regelmatig ingeschreven student in een instelling voor hoger kunstonderwijs van het korte type of van het lange type, of in een instelling voor hoger kunstonderwijs van de derde graad, hierna genoemd de instelling, is een student die, beantwoordend aan de toelatingsvoorwaarden zoals die zijn voorzien in de wets- en reglementsbepalingen op dat vlak, is ingeschreven op de voorgeschreven wijze voor het geheel van voorgeschreven en goedgekeurde onderwijsactiviteiten van een welbepaalde afdeling en die bovengenoemde activiteiten regelmatig volgt met het oog op het behalen, indien er grond bestaat, van de rechten die verbonden zijn aan het slagen voor de examens, aan het einde van het schooljaar of academiejaar, al naar gelang van de situatie. »

Art. 42. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de bewoordingen « a) met de Luxemburgse nationaliteit » vervangen door de bewoordingen « a) afkomstig uit een lidstaat van de Europese Unie ».

Art. 43. In artikel 9 van hetzelfde decreet, wordt 3_i vervangen door de volgende bepaling :

« 3° De studenten die, na tweemaal regelmatig ingeschreven te zijn geweest voor eenzelfde studiejaar of in om het even welke andere onderafdeling van studie, in welke discipline ook, in een Belgisch of buitenlands systeem voor hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, zonder daarvoor te zijn geslaagd, zich daar inschrijven binnen vijf jaar nadat ze voor de laatste keer gezakt zijn; »

In hetzelfde lid wordt een 3°*bis* toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 3°*bis* De studenten die, na driemaal regelmatig ingeschreven te zijn geweest voor eenzelfde studiejaar of om het even welke andere onderafdeling van studie, in welke discipline ook, in een Belgisch of buitenlands systeem voor hoger onderwijs, met inbegrip van het universitair onderwijs, zonder daarvoor te zijn geslaagd, zich daar inschrijven binnen vijf jaar nadat ze voor de laatste keer gezakt zijn; »

**HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het decreet van 25 juli 1996
betreffende de opdrachten en betrekkingen van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen**

Art. 44. Artikel 15, 1°, van het decreet van 25 juli 1996 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° hetzij vast benoemd of in vast verband aangeworven voor één of meer van de volgende functies : meesterassistent, docent, werkleider, hoogleraar, hoofd van studiebureau; hetzij vast benoemd geworden zijn of in vast verband aangeworven zijn vóór de hervorming van de hogescholen in de functie van directeur, onderdirecteur of adjunct-directeur in een instelling voor hoger onderwijs van het korte type of het lange type.

Het personeelslid dat de functie van categoriaal directeur bekleedt in toepassing van artikel 100 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs en de hogescholen, wordt geacht aan de voorwaarde te voldoen zoals die gesteld wordt in het eerste lid, om in aanmerking te komen voor de functie van directeur-voorzitter. »

Art. 45. Artikel 62*bis* van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 62*bis* : Bij wijze van uitzondering en in afwijking van artikel 10, § 7, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, van artikel 31 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen die georganiseerd of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap, en van artikel 13, eerste paragraaf, 2 a) en b) en 3 a) en b), kunnen ten laatste op 1 januari 1999 de personeelsleden die op die datum sinds ten minste twee academiejaren een hoofdambt als werkleider of als hoofd van de studiedienst bekleeden, vast benoemd worden of in vaste dienst genomen worden. »

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de rechtspositie vastlegt van leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen die georganiseerd of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap

Art. 46. Artikel 256 van het decreet van 24 juli 1997 dat de rechtspositie vastlegt van leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen die georganiseerd of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met een 5°, dat luidt als volgt :

« 5° De vertegenwoordigers van de inrichtende machten en van de personeelsleden kunnen zich laten bijstaan door technische adviseurs, waarvan het aantal zal worden bepaald door het reglement van interne orde zoals bedoeld in artikel 255. »

Art. 47. Artikel 316 van het decreet van 24 juli 1997 dat de rechtspositie vastlegt van leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen die georganiseerd of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 316. In afwijking van artikel 10, 17°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 22 april 1969 dat de vereiste bekwaamheidsbewijzen vastlegt van de leden het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de instellingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger, niet-universitair onderwijs en voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze instellingen afhangen, worden de personeelsleden die in dienst zijn getreden hoewel ze niet aan de voor die functie vereiste voorwaarden op het vlak van bekwaamheidsbewijzen en/of ervaring voldeden, omdat op dat moment geen enkel personeelslid aan deze twee voorwaarden kon voldoen, beschouwd als personeelsleden die titularis zijn van de vereiste bekwaamheidsbewijzen voor de uitoefening van die functie vanaf het moment dat zij voor deze functie zes jaar anciënniteit hebben. »

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen betreffende het universitair onderwijs

Art. 48. In artikel 14 van de wet van 28 april 1953 betreffende de organisatie van het universitair onderwijs door de Staat, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« De leden van de raad van beheer worden aangewezen voor een termijn van vier jaar, met uitzondering van de vertegenwoordigers van de studenten die worden aangewezen voor een termijn van twee jaar. »

Art. 49. Artikel 19bis, eerste lid, van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De raad kiest uit zijn midden een dagelijks bestuur voor twee termijnen van twee jaar. De eerste termijn gaat in op het moment van oprichting van de raad van beheer. »

Art. 50. Een artikel 68bis wordt in dezelfde wet ingevoegd en luidt als volgt :

« Met uitzondering van de Faculteit Landbouwkunde van Gembloers, wordt het mandaat van de leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 3°, 4° en 5°, die in functie zijn op 1 maart 1998, verlengd tot en met 30 september 2001, terwijl de uitoefening van het mandaat van de leden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 7i, en die in functie zijn op 1 maart 1998, afloopt op 30 september 1998. »

Art. 51. In artikel 16, lid 5, a), van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van universitaire studies en academische graden worden de woorden « of georganiseerd door een of meerdere hogescholen » ingevoegd tussen de woorden « hetzij door het slagen voor een examen dat met die bedoeling is georganiseerd door een of meerdere universitaire instellingen » en de woorden « volgens de bepalingen vastgelegd door de Regering op collegiaal advies van rectoren en na raadpleging van het CIUF ».

Ditzelfde artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het diploma ter bekrachtiging van de laatste cyclus van het secundair onderwijs of van een cyclus hoger onderwijs in een instelling die valt onder de bevoegdheid van de Duitstalige Gemeenschap of de Vlaamse Gemeenschap en waar het onderwijs gedeeltelijk in het Frans wordt gegeven, wordt gelijkgesteld met een van de diploma's bedoeld in lid 5, c). »

Art. 52. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In de loop van hetzelfde academiejaar mag een student zich niet meer dan twee keer voor hetzelfde examen aanbieden.

Behoudens weigering om disciplinaire redenen, heeft elke student het recht om zich in de loop van hetzelfde academiejaar voor elk examen tweemaal aan te bieden. »

Art. 53. In artikel 27, 7, van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en het toezicht op de universitaire instellingen, wordt 3j vervangen door de volgende bepaling :

« 3° vanaf het academiejaar 1998-1999, de studenten die na tweemaal regelmatig ingeschreven te zijn geweest voor eenzelfde studiejaar, in welke studierichting ook, in een Belgisch of buitenlands systeem voor hoger onderwijs, met uitzondering van het hoger niet-universitair onderwijs, zonder daarvoor te zijn geslaagd, zich inschrijven in het universitair onderwijs binnen vijf jaar nadat ze voor de laatste keer gezakt zijn; »

In hetzelfde hoofdstuk wordt een 3°bis toegevoegd, dat luidt als volgt :

« 3°bis vanaf het academiejaar 1998-1999, de studenten die, na driemaal regelmatig ingeschreven te zijn geweest voor eenzelfde studiejaar of om het even welke andere onderafdeling van studie, in welke discipline ook, in een Belgisch of buitenlands systeem voor hoger onderwijs, met inbegrip van het hoger niet-universitair onderwijs, zonder daarvoor te zijn geslaagd, zich inschrijven in het universitair onderwijs binnen vijf jaar nadat ze voor de laatste keer gezakt zijn. »

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen betreffende de hogescholen

Art. 54. De afdeling « luchtvaarttechniek » wordt opgericht. De afdeling valt onder het hoger onderwijs van het korte type en wordt georganiseerd in de categorie bedoeld in artikel 12, 7°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs en de hogescholen.

Deze afdeling omvat de volgende opties :

1° vliegtuigonderhoudstechnieken;

2° luchtvaartelektronica;

3° vliegtuigbouw.

Art. 55. De graad van graduaat in luchtvaarttechniek wordt ingesteld. Deze graad wordt toegekend en het bijbehorende diploma wordt uitgereikt na het beïndigen van drie studiejaar :

— hetzij door een hogeschool die wordt georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en die een afdeling luchtvaartelektronica binnen het technisch hoger onderwijs van het korte type heeft die wordt georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap, conform de bepalingen van het onderhavige decreet en van titel II van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs en de hogescholen;

— hetzij door een jury ingesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap conform artikel 43 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs en de hogescholen.

Art. 56. Eerste paragraaf. De studies die leiden tot het behalen van de graad en het diploma van graduaat in luchtvaarttechniek, omvatten, naast de 90 uren onderwijsactiviteit die door de inrichtende macht van de hogeschool vrij kunnen worden ingevuld, de volgende gemeenschappelijke opleiding :

Naam	Uren
Gerichte wiskunde	50
Materialenkennis	75
Sterkteleer	100
Mechanica	50
Aandrijf- en ontvangmachines	75
Mechanische technologie en metrologie	50
Elektriciteit	100

Naam	Uren
Toegepaste elektriciteit	50
Mechanisch tekenen en schetsen	50
Automatisering	50
Inleiding tot de luchtvaarttechniek	60
Luchtvaartelektronica-technologie	50
Luchtvaartengels	50
Inleiding tot de voortstuwingsmechanismen	75
Hydraulische en pneumatische hulpsystemen	65

Deze uren worden verdeeld over de drie studiejaar.

§ 2. De onderwijsactiviteiten eigen aan de optie « vliegtuigonderhoudstechnieken » zijn :

Naam	Uren
Elektrische toestellen voor de vliegtuigbouw	50
Reglementering voor het onderhoud van vliegtuigen	25
Vliegtuiginstrumentenkunde	70
Werking en herstelling van zuigermotoren van vliegtuigen	75
Atelierwerk I (plaatmetaal)	50
Atelierwerk II (leidingen)	50
Bescherming van vliegtuigmaterialen en inspectiemethodes	65
Structurele herstelling van vliegtuigen	75
Besturing en stuurinrichting van vliegtuigen	50
Grondbegrippen van elektronica	25
Grondbegrippen van luchtvaartelektronica	65
Organisatie van de onderhoudscontrole	25
Theorie over de vlucht van propellervliegtuigen	40
Luchtvaartbetrekkingen	40
Gebruik van organische materialen in de vliegtuigbouw	35
Bouw en prestaties van straalmotoren	90
Prestatieanalyse in proefinstallaties	75
Bouw, werking en onderhoud van propellers	35
Vliegtuigsystemen	70
Atelier vliegtuigonderhoud	60
Stages	530

Deze uren worden verdeeld over het tweede en derde studiejaar.

§ 3. De onderwijsactiviteiten eigen aan de optie « luchtvaartelektronica » zijn :

Naam	Uren
Elektrische toestellen voor de vliegtuigbouw	50
Reglementering voor het onderhoud van vliegtuigen	25
Boordinstrumenten	50
Atelierwerk I (elektrische bedrading)	50
Atelierwerk II (verbindingstechniek)	50
Schakelingen met halfgeleiders	65
Lineair geïntegreerde schakelingen	65
Digitale technieken	75
Luchtvaartvermogenselektronica	50
Radiocommunicatietechnieken	75
Luchtvaarradioverbindingen	50
Microprocessors en videodisplay	65

Naam	Uren
Boordcomputers	50
Servomechanismen in de luchtvaart	50
Navigatiesystemen	60
Elektrische vliegtuigsystemen	70
Automatische besturing en vluchtgeleiding	50
Radar- en navigatiesystemen	70
Navigatiesystemen voor lange afstanden	50
Stages	530

Deze uren worden verdeeld over het tweede en derde studiejaar.

§ 4. De onderwijsactiviteiten die eigen zijn aan de optie « vliegtuigbouw » zijn :

Naam	Uren
Vliegtuig-instrumentenkunde	70
Fabricage van onderdelen van vliegtuigstructuren	50
Programmering digitale besturing	75
Geometrie van vleugelprofielen	40
Analyse van de bouw van voortstuwingsmechanismen	100
Analyse van de fabricage van vliegtuigstructuren	65
Thermodynamica toegepast op voortstuwingsmechanismen van vliegtuigen	75
Functionele dimensionering	65
Grafische wetenschappen	50
Detailtekenen op computer	75
Uitbreiding sterkteleer	25
Kwaliteitscontrole	50
Ontwerp, montage en modellen	90
Atelier : bouw, structuur en montage	75
Programmering van digitaal bestuurd machines en robots	65
Ontwerp van vliegtuigonderdelen in composietmateriaal	65
Analyse van experimentele producten	35
Stages	530

Deze uren worden verdeeld over het tweede en derde studiejaar.

Art. 57. In afwijking van de artikelen 20 en 21 van het decreet van 5 augustus dat de algemene organisatie vastlegt van het hoger onderwijs en de hogescholen, kunnen alleen de scholen die voor 30 september 1997 een dossier houdende de instelling van studies hebben ingediend en die daarvoor een gunstig advies hebben gekregen van de Algemene Raad van Hogescholen vóór 1 mei 1998, toestemming krijgen om die studies te organiseren, of erkenning van en subsidies voor deze studies krijgen, al naargelang het gaat om een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogeschool gaat, vanaf het jaar 1999-2000.

Art. 58. Het koninklijk besluit nr. 460 van 17 september 1986 dat de plannen vastlegt voor rationalisering en programmering van het hoger onderwijs van het korte type en de wetgeving wijzigt betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type, is niet van toepassing op de hogescholen met uitzondering van de artikelen 14, 15 en 24.

TITEL 3

Slotbepalingen

Art. 59. Artikel 21 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

De artikelen 36 en 37 hebben uitwerking met ingang van 1 september 1996.

Artikel 20 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

De artikelen 41, 42 en 47 hebben uitwerking met ingang van 1 september 1997.

Artikel 32, eerste lid, heeft uitwerking met ingang van 15 november 1997.

Artikel 34, eerste lid, heeft treedt in werking op 31 juli 1998.

De artikelen 32, lid 2, 35, eerste lid, en 51 treden in werking op 1 augustus 1998.

De artikelen 1 tot en met 20, 22 tot en met 28, 30, 31, 33, 34, lid 2, 35, lid 2, 38, 39, 40, 43, 44, 45, 46, 52 en 53 treden in werking op 1 september 1998.

De artikelen 54 tot en met 58 treden in werking op 15 september 1998.

De artikelen 48, 49 en 50 treden in werking op 30 september 1998.

Dit decreet treedt in werking op 1 september

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt
Brussel, 17 juli 1998.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de
Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PIQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) *Zitting 1997-1998* :

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 256-1. — Commissieamendementen, nrs. 256-2 tot en met 256-12.
Verslag, nr. 256-13. — Amendementen van de zitting, nr. 256-14.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 17 juli 1998.

F. 98 — 2225

[C - 98/29377]

22 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française autorisant à ouvrir ou reconnaissant et admettant aux subventions de nouvelles sections, de nouvelles options ou de nouvelles études de spécialisation dans les Hautes Ecoles à partir de l'année académique 1998-1999

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, modifié par les décrets des 9 septembre 1996, 2 décembre 1996, du 4 février 1997, 24 juillet 1997, les décrets-programmes des 24 juillet 1997 et 27 octobre 1997 et le décret du 17 juillet 1998, notamment les articles 20 et 21;

Vu le décret du 17 juillet 1998 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement, notamment les articles 54 à 56;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1998 modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1978 portant exécution de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;

Vu l'avis du Conseil général des Hautes Ecoles du 30 avril 1998;

Vu le protocole du 3 juin 1998 de la concertation avec l'organisation représentative des étudiants reconnue au niveau communautaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juin 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juin 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Considérant qu'il convient, sans délai, de donner les autorisations nécessaires aux Hautes Ecoles qui souhaitent programmer de nouvelles études à la rentrée académique 1998-1999;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 20, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française suivantes sont autorisées à ouvrir les nouvelles sections, les nouvelles options ou les nouvelles études de spécialisation précisées en vis-à-vis :

1° Haute Ecole de la Communauté française Paul-Henri Spaak : option "informatique" dans la section "électricité" sur l'implantation de Bruxelles (catégorie technique - type long);

2° Haute Ecole de la Communauté française Liège-Verviers-Huy-Gembloux : option "emballage et conditionnement" dans la section "textile" sur l'implantation de Verviers (catégorie technique - type long);

3° Haute Ecole de la Communauté française du Luxembourg R. SCHUMAN : section "techniques d'exploitation des énergies thermiques" sur l'implantation d'Arlon (catégorie technique - type court) et spécialisation "soins intensifs et aide médicale urgente" dans la section "soins infirmiers" sur l'implantation de Libramont (catégorie paramédicale - type court);

4° Haute Ecole de la Communauté française Albert Jacquard : section "relations publiques" sur l'implantation de Namur (catégorie économique - type court);

5° Haute Ecole de la Communauté française du Hainaut : section "tourisme - option animation" sur l'implantation de Tournai (catégorie économique - type court).